

## Les Etats-Unis face à l'islamisme radical : perspective historique

Tanguy Struye de Swielande

Since a few years, the United States are accused of being against Islam and the Muslim world. Is that so? Is the policy of the United States not more nuanced and pragmatic? Has the American policy not evolved since the eighties? These are some of the question, the author will try to answer in the article.

Dans toute la région du Moyen-Orient (au sens large), un grand nombre de conflits se nourrit de l'idéologie de l'islamisme radical. Aussi, pour Alexandre Adler : « *L'ennemi désigné des Etats-Unis, c'est ben Laden, bien sûr, mais c'est aussi, par-delà le nihilisme radical des islamistes les plus violents, cette 'révolution conservatrice' qui s'exprime sous diverses formes dans le monde, depuis le début des années 1990.* »<sup>1</sup> Il en résulte que la lutte contre *Al Qaeda* ne se limite pas à une question de guerre asymétrique, mais est également, et peut-être avant tout, un conflit d'idéologies, avec des répercussions géostratégiques et géoéconomiques, aussi bien régionales que systémiques. Dans ces conditions, les actes terroristes du 11 septembre ne pouvaient pas ne pas entraîner au plan des idées un débat sur l'islam et l'islamisme. En d'autres termes, un débat sur le « choc des civilisations ».

### Opposition de deux écoles de pensée

Si dans les milieux académiques américains, il est très rare que l'on confonde islam et islamisme, le débat n'en est pas moins acharné, polémique et passionné dès lors qu'il s'agit de l'islamisme dans ses multiples formes. La controverse concernant l'islamisme activiste montre du reste certaines similarités avec le débat des années cinquante sur le communisme. La question se posait alors de savoir si le danger était idéologique ou simplement lié à la montée en puissance de l'Union soviétique ? On se demandait aussi si la menace pouvait être combattue par la dissuasion et l'endiguement ou si elle nécessitait des mesures plus actives. La question se posait enfin de savoir si les différents pays communistes appelaient des réponses particulières. Depuis une quinzaine d'années, un débat comparable anime les Etats-Unis au sujet de l'islamisme (non pas de l'islam). On s'y demande si les modérés et les radicaux forment ou non un seul et même mouvement et si les partis islamistes peuvent fonctionner dans un système démocratique. Comment équilibrer le désir, s'interroge-t-on encore, de maintenir des relations correctes avec les gouvernements au pouvoir, tout en proposant des ouvertures à l'opposition islamiste modérée ? Comment encourager des réformes politiques sans que les islamistes radicaux en tirent profit ? Etc.

Parmi les spécialistes américains des affaires moyen-orientales, deux courants opposés s'affrontent sur ces questions. Le premier, dit « *Confrontationalist* », et

---

<sup>1</sup> Alexandre Adler, *J'ai vu finir le monde ancien*, Paris, Grasset, 2002, p. 70.

représenté notamment par S. Huntington, Y. Bodansky, M. Indyck considère l'islamisme comme un facteur de déstabilisation qui constitue à terme une menace pour l'ensemble du monde musulman et non-musulman. Ce courant refuse toute distinction entre les mouvements islamistes modérés et radicaux, chacun d'eux ayant la volonté d'établir un Etat autoritaire théocratique. Aussi, une politique d'exclusion et de répression est-elle préconisée, car jugée essentielle. Ce courant tient également pour préjudiciable l'ouverture du système politique aux partis islamistes lesquels exploiteront le système démocratique à des fins non-démocratiques. Ainsi pour Daniel Pipes : « *While fundamentalist groups and ideology differ from each other in many ways, all of them are inherently extremist and all despise our civilization.... They might, for tactical reasons, modify or suppress these aspirations but they do not abandon them. By definition, fundamentalists seek a way of life deeply incompatible with our own ideals.* »<sup>2</sup> L'Iran, le Soudan et l'Afghanistan sont cités comme exemples de ce qui advient quand l'islamisme arrive au pouvoir. Le courant *Confrontationalist* a encore donné naissance au concept de péril vert (*The Green Peril*),<sup>3</sup> repris par de nombreux médias, et hommes politiques. Il est à ce propos intéressant de reprendre l'analyse de L. Hadar pour qui « *the creation of a peril usually starts with mysterious 'sources' and unnamed officials who leak information, float trial balloons, and warn about the coming threat. Those sources reflect debates and discussions taking place within government. Their information is then augmented by colorful intelligence reports that finger exotic and conspirational terrorists and military advisers. Journalists then search for the named and other villains. The media end up finding corroboration from foreign sources who form an informal coalition with the sources in the U.S. government and help the press uncover further information substantiating the threat coming from the new bad guys. In addition, think tanks studies and op-ed pieces add momentum to the official spin. Their publication is followed by congressional hearings, policy conferences, and public press briefings. A governmental policy debate ensues, producing studies, working papers, and eventually doctrines and policies that become part of the media's spin. The new villain is now ready to be integrated into the popular culture to help to mobilize public support for a new crusade.* »<sup>4</sup>

Le spectre du « péril vert » trouve probablement sa meilleure traduction dans la célèbre thèse défendue par le politologue Samuel Huntington. La période de l'après-guerre froide sera, estime-t-il, une période de confrontation sur des questions non plus de nature idéologique, politique ou économique, mais de nature culturelle. Huntington définit la civilisation en tant que facteur d'identité culturelle comme la forme la plus élevée de regroupement au sein du genre humain. La civilisation se définit par des éléments objectifs communs comme la langue, l'histoire, la religion, les coutumes, les institutions, ainsi que le

---

<sup>2</sup> Scott W. Hibbard, David Little, *Islamic Activism and U.S. Foreign Policy*, United States Institute of Peace Press, Washington, 1997, p. 4.

<sup>3</sup> D. Ignatius résume le péril vert en ces termes : « *it's big ; it's scary ; it's anti-Western ; it feeds on poverty and discontent, (...) it spreads across vast swatches of the globe that can be colored green on the television maps in the same way that communist countries used to be colored red.* » [Leon T. Hadar, « The Green Peril : creating the Islamic fundamentalist Threat », *Policy Analysis*, n° 177, August 27, 1992 (<http://www.cato.org/pubs/pas/pa-177es.html>)]

<sup>4</sup> Leon.T. Hadar, « The Green Peril : creating the Islamic fundamentalist Threat », *Policy Analysis*, n° 177, August 27, 1992 (<http://www.cato.org/pubs/pas/pa-177es.html>).

processus subjectif d'identification de ceux qui les partagent. A partir de cette définition, l'auteur dresse la liste des grandes civilisations majeures, à savoir l'occidentale, la confucéenne, la japonaise, l'islamique, l'hindouiste, la slavo-orthodoxe, la latino-américaine et peut-être l'africaine. Les plus importants conflits à venir auront lieu le long de lignes de fracture culturelle qui séparent ces civilisations.<sup>5</sup> Il est rejoint dans son analyse par le journaliste C. Krauthammer qui s'exprime en ces termes : « *It should now be clear that we are facing a mood and a movement far transcending the level of issues and policies and the governments that pursue them. This is no less than a clash of civilizations- a perhaps irrational but surely historic reaction of an ancient rival against our Judaeo-Christian heritage, our secular present, and the worldwide expansion of both.* »<sup>6</sup> Bref, les représentants de ce premier courant estiment que l'islamisme est par nature homogène, anti-démocratique et anti-occidental et que, par conséquent, les régimes autoritaires du monde musulman sont des deux maux, le moindre.

La seconde école, celle des « *Accommodationists* », s'efforce de différencier les différents courants qui agitent la mouvance islamiste. Représenté par Graham Fuller, Robert Pelletrau, John Esposito, etc., ce second courant rejette le portrait que les « *Confrontationalists* » dressent de l'islamisme politique. Pour la seconde école, l'islamisme s'inscrit naturellement dans l'évolution politique des sociétés musulmanes et n'est nullement hostile à l'Occident et ses valeurs démocratiques. L'islamisme est considéré comme dynamique et diversifié. Tenir tous les activistes islamistes pour radicaux risque d'aller à l'encontre des intérêts américains. Une distinction s'impose donc au sein des mouvements islamistes dont les groupes radicaux ne forment qu'une minorité. J. Esposito et J. Voll affirment ainsi que « *some who are identified as Islamic fundamentalists... are not extreme militants, and that it is in the interests of democratization and of the United States that those groups not be treated as if they were on the violent fringes of society rather than representing the views of a significant portion of many Muslim societies.* »<sup>7</sup>

Le courant « *Accommodationist* » accuse également les médias de trop mettre l'accent sur les faits et gestes des extrémistes et de ne pas suffisamment souligner le comportement des mouvements modérés. Il est aussi convaincu que bien que les mouvements islamistes soient critiques à l'égard des Etats-Unis, ils manifesteront, en dernière instance, au nom de leurs propres intérêts, une certaine flexibilité pragmatique reflétant les réalités d'un monde interdépendant. La majorité des membres de ce dernier courant estime, en outre, devoir inclure les islamistes dans la sphère politique, pour autant qu'ils renoncent à l'usage de la violence. Cette inclusion renforcerait le processus démocratique et éviterait que les islamistes n'arrivent au pouvoir par la violence. Sans cette inclusion, le soutien américain aux régimes autoritaires risque non seulement de renforcer le

---

<sup>5</sup> Samuel Huntington, « The Clash of Civilization? », *Foreign Affairs*, Vol. 72, n°3, 1993, pp. 22-49 et Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997.

<sup>6</sup> Charles Krauthammer, « The New Crescent of Crisis : Global Intifada », *The Washington Post*, January 1, 1993.

<sup>7</sup> Maria do Ceu Pinto, *Political Islam and the United States*, United Kingdom, Ithaca Press, 1999, p. 166.

sentiment anti-américain fortement présent dans la région, mais également d'encourager la radicalisation des mouvements modérés. Cette attitude se veut enfin purement réaliste. Ainsi Fawaz Gerges note-t-il, à propos de l'école « *Accomodationist* » que « *their critique of the dominant discourse on political Islam is informed more by pragmatic concerns and calculations than by any romantic fascination or deference to Muslims. Given the slow but steady decaying of the existing political order, they call for an inclusive, not exclusive, approach that preserves U.S. interests in the long term. In this context, accomodationists's policy prescriptions are anchored in political realities rather than in sentiments.* »<sup>8</sup> Des querelles qui agitent le monde académique à propos de l'islamisme passons à la position officielle des Etats-Unis.

### La position officielle des Etats-Unis

Durant les années quatre-vingt, l'Administration Reagan avait une approche ambiguë, équivoque du phénomène de l'islamisme, l'islamisme naissant étant vu à travers le spectre de la guerre froide. Il en résulta une perception hostile de l'Iran chiite et une perception positive de l'Afghanistan sunnite, en guerre contre l'URSS. Aussi, les Etats-Unis s'efforceront-ils essentiellement de ne contenir que la seule vague de l'islamisme chiite ; l'islamisme sunnite ayant engendré une réaction plus mitigée et moins monolithique.

Obsédée par la volonté de repousser l'Union soviétique de la région de l'Asie centrale, la *CIA*, en collaboration avec les services spéciaux turcs et saoudiens, mettra sur pied dès la fin des années septante, des réseaux de propagande islamiste destinés à infiltrer les mouvements musulmans de la région. Des exemplaires du Coran, des récits d'anciens héros de guerres contre les Russes, et des armes seront introduites en masse dès 1978. Ces réseaux, selon A. del Valle, seront organisés sous l'autorité de Zbigniew Brzezinski, Conseiller National à la Sécurité sous la présidence Carter.<sup>9</sup> Pendant la guerre d'Afghanistan, les Etats-Unis s'allieront de cette façon avec les moudjahidin afghans, dont font pourtant partie des mouvements islamistes radicaux afghans et arabes. Les Américains évitent, cependant, de s'impliquer directement dans le conflit, laissant cette tâche au Pakistan et à l'Arabie Saoudite. A l'époque, la *CIA* s'inquiète d'ailleurs peu de savoir qui les services secrets pakistanais et saoudiens forment à la guérilla. Ce qui importe est la défaite de l'Empire du Mal et l'endigement de l'Iran. Washington se réjouit finalement de voir l'Arabie Saoudite se parer du drapeau de l'islamisme. Pour les Américains, qui croient contrôler les Saoudiens, le financement et le contrôle par l'Arabie Saoudite de tous les mouvements de contestation islamiste (de l'Afghanistan au Pakistan, de la Palestine au Golfe) semble une bonne chose. Le raisonnement américain étant le suivant : si l'essor de l'islamisme est inévitable autant le soustraire à l'influence de l'Iran chiite et le garder ainsi sous contrôle américain. La création d'un pôle sunnite est donc soutenue pour quatre grandes raisons au moins. L'islamisme, qui condamne le matérialisme marxiste peut former une

<sup>8</sup> Fawaz. Gerges, *America and Political Islam : Clash of Cultures or Clash of Interests ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 33.

<sup>9</sup> Alexandre Del Valle, « Genèse et actualité de la stratégie pro-islamiste des Etats-Unis », *Revue Stratégique*, n° 70-71, 1998 ( [http://www.stratisc.org/strat/strat\\_7071.htm](http://www.stratisc.org/strat/strat_7071.htm)).

opposition à l'influence soviétique dans le monde musulman ; l'islamisme sunnite, qui lutte contre le chiisme, peut servir d'allié pour endiguer l'influence de la révolution islamique iranienne ; l'islamisme sunnite, en tant que radicalement opposé à l'idéologie progressiste et laïcisante du nationalisme arabe, proche de Moscou est un allié naturel des Etats-Unis. De Nasser à Saddam Hussein, le nationalisme arabe n'a en effet cessé de représenter une menace sérieuse tant pour les intérêts pétroliers américains dans la zone, que pour l'allié traditionnel israélien ; enfin, depuis la guerre du Viêt-nam, les dominos s'écroulent les uns après les autres du Viêt-nam au Laos et au Cambodge, de l'Iran à l'Ethiopie et la Somalie. De surcroît, l'URSS se rapproche de plus en plus des champs pétrolifères du Golfe, ainsi que des mers chaudes.<sup>10</sup>

Le spectre de la guerre froide aidant, Washington vit donc, dans l'islamisme sunnite une force de résistance à l'Union soviétique. Aveuglés par cette politique, les Etats-Unis ne perçurent pas le mécanisme infernal qu'ils étaient en train de mettre sur rail, tout en perdant leur contrôle sur les Saoudiens et les Pakistanais, soucieux de leur propre agenda politique. En outre, s'il s'agissait pour Washington d'une logique d'instrumentalisation des islamistes dans le cadre Est-Ouest, pour certains mouvements islamistes radicaux, au contraire, la partie que se jouait en Afghanistan était déjà la répétition générale de la future offensive contre les régimes impies égyptiens, saoudiens, algériens et autres. Voilà donc Washington emportée par sa lutte aveugle contre l'Union soviétique et sa volonté de neutraliser l'expansion de l'islamisme chiite, jouer la carte des islamistes sans se préoccuper des conséquences lointaines de ses actes, ni comprendre les oppositions entre l'islamisme modéré et l'islamisme radical. Comme l'observe Victor Marchetti, un ancien membre de la CIA : « *Afghanistan was a golden opportunity for the weakening of the Evil Empire. But the CIA has had this experience time and time again : Korea, Cuba, Vietnam. In all these clandestine activities, the pressure is so great to get something done and get it done right away that no one takes a long-term view. They hire all sorts of people, some of whom are crazy. When the operation ends, they are inevitably left with people trained in demolition, firearms use or guerrilla warfare, some of whom are suddenly out of a job. [But a lot of this was going to happen anyway, whether the US government got involved or not. People were going to come there and fight against the Soviets. There was going to be money. The CIA just gave it shape and direction.]* ».<sup>11</sup> C'est l'effet du « *blowback* »<sup>12</sup>. Dans le prolongement de ce raisonnement, citons le point de vue de Maria do Ceu Pinto : « *Therefore, it seems clear that it was not religious character nor cultural tradition that were a problem for Washington's foreign policy, but actions that threatened Western - specifically American - interests. The U.S. Middle Eastern policies are primarily determined by the religious fanaticism. Islamist tendencies were largely irrelevant to American foreign policy, as long as they constituted no threat to certain vital interests such as access to oil, the maintenance of pro-Western regimes, Israel and regional*

<sup>10</sup> Aymeric Chauprade, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipses, 1999, p. 192.

<sup>11</sup> Mark Huband, *Warriors of the Prophet : the struggle for Islam*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1998, p. 13.

<sup>12</sup> Ce terme est utilisé par la CIA pour désigner les « conséquences inattendues » de la politique et des opérations américaines à travers le monde.

*stability. Within this setting, Washington saw 'good' and 'bad' islamists. During the 1980s, when American policy makers and strategists considered the Persian Gulf as a key region, their primary concern was the Soviet threat, not Islamic fundamentalism, and the latter was effectively used as a weapon against communism.* »<sup>13</sup> Une situation bientôt incontrôlable sortit de cette politique américaine focalisée sur le court terme. On lui doit, en effet, en partie, l'émergence de personnages clés tels que le mollah Omar, ben Laden, Omar Abdel Rahmane et bien d'autres,<sup>14</sup> alors même que ces gens sont aussi et surtout un produit de la guerre afghane et du soutien saoudien et pakistanais. Nous nous dissociions dès lors aussi de la thèse de la conspiration ou du complot, qui fait de ben Laden un agent de la *CIA*.

A ces considérations générales joignons quelques observations particulières concernant les rapports entre la montée en puissance de l'islamisme et l'Administration Bush Sr. Laquelle est en effet particulièrement stupéfaite des gains électoraux impressionnants des islamistes dans certains pays ( Egypte, Jordanie et Turquie) et du coup d'Etat au Soudan en 1989. La victoire du Front Islamique du Salut en décembre 1991, en Algérie, y fera apparaître au grand jour l'ampleur du phénomène. Les Etats-Unis y répondront par une politique hésitante. Cette ambiguïté se manifestera notamment après le coup d'Etat de l'armée algérienne. L'attitude hésitante de Washington sera interprétée par une partie du monde musulman comme un soutien tacite au régime algérien et, par une autre partie, comme un soutien aux islamistes. Plusieurs responsables américains sont en effet convaincus que les islamistes sont une force politique et sociale montante qui risque d'arriver au pouvoir au cours des décennies à venir. D'où le désir d'établir les bases d'un dialogue durable, en particulier avec les mouvances sunnites, les chiites étant considérés comme peu fréquentables. De l'Egypte à l'Algérie, en passant par la Tunisie, les Etats-Unis multiplient les signaux ambigus en fréquentant des mouvements comme le Hamas en Palestine, le FIS en Algérie et les Frères Musulmans en Egypte. De nombreux officiels américains entre 1990-1992 n'hésitent, d'ailleurs pas à faire des déclarations en faveur de l'islamisme, sans toutefois du reste ne jamais distinguer les radicaux des modérés. Durant cette période, aucune politique officielle ne sera cependant articulée à l'égard de la montée en puissance de la mouvance islamiste. Il faudra attendre l'été 1992.

A l'été 1992, l'Administration Bush commence à déchanter et à se rendre à l'évidence : le soutien américain aux mouvements islamistes n'est pas aussi attractif qu'il y paraissait quelques années auparavant, ni sans risques. Corrélativement, les Etats-Unis commencent à réaliser la complexité du phénomène, partant la nécessité d'y répondre par une politique cohérente. Aussi, en juin 1992 E.P. Djerejian, l'*Assistant Secretary of State for Near Eastern and South Asian Affairs*, révèle la politique américaine à l'égard de l'islamisme dans un discours connu sous le nom « *Meridian House Declaration ( The United States, Islam and the Middle East in a Changing World)* ». Ce discours, qui s'adresse à une audience tant domestique qu'internationale, est destiné à contrecarrer les vues exprimées par les officiels

<sup>13</sup> Maria do Ceu Pinto, *Political Islamism and the United States*, *op. cit.*, p. 157.

<sup>14</sup> Alexandre Del Valle, « Genèse et actualité de la stratégie pro-islamiste des Etats-Unis », *Revue Stratégique*, n° 70-71, 1998 ( [http://www.stratisc.org/strat/strat\\_7071.htm](http://www.stratisc.org/strat/strat_7071.htm)).

américains qui considèrent l'islam comme une religion hostile et les musulmans comme fanatiques et terroristes. L'orateur insiste sur le fait que les Etats-Unis ne considèrent pas l'islam comme un nouveau « isme », que la guerre froide n'est pas non plus remplacée par une compétition entre l'islam et l'Occident, et que l'islam, enfin ne forme pas aux yeux de Washington un bloc monolithique, appelant de la part des Etats-Unis une croisade anti-islamique. A ce dernier propos, Djerejian s'exprima en ces mots: « *religion is not a determinant- positive or negative- in the nature or equality of our relations with other countries. Our quarrel is with extremism, and the violence, denial, intolerance, intimidation, coercion and terror which often accompany it.* »<sup>15</sup> L'orateur précise aussi que les mouvements islamistes désireux de participer au pouvoir doivent remplir un ensemble de conditions avant d'être reconnus. A savoir, accepter des élections libres, une justice indépendante, le respect de la loi civile, la liberté de la presse, les droits des minorités et les droits individuels. En sa formule lapidaire « *One man, One vote, One time* », le discours fustige enfin les islamistes suspectés d'utiliser le processus démocratique pour arriver au pouvoir et le supprimer aussitôt. Le *Meridian House Declaration* manifeste un certain revirement de la politique suivie durant les années 80, voire une meilleure compréhension du gouvernement américain envers les différents acteurs de la société musulmane. Maria do Ceu Pinto s'exprime à ce propos en ces termes : « *Djerejian's distinction was politically useful for the administration. On the one hand it enabled Washington to oppose any islamic group that espoused violence and challenged moderate pro-Western regimes such as Egypt and Saudi Arabia. On the other it made it possible to resist groups opposed to the peace process and anti-American Islamic regimes in Power- such as Soudan and Iran- which met his criteria of being violent, intolerant and coercive. The doctrine also provided room for American support of good Islamic groups – those seeking to overturn communist or fundamentalist states.* »<sup>16</sup>

Contrairement à l'Administration Bush, l'Administration Clinton, s'est exprimée à plusieurs reprises sur la question de l'islamisme. Parmi les nombreuses interventions en question, épinglons celle d'Anthony Lake en mai 1994, adressée au *Washington Institute for Near East Policy*. Aux yeux de l'orateur, le Moyen-Orient est confronté à un choix entre une première voie caractérisée tant par l'extrémisme que par les armes de destruction massive et l'instabilité politique d'une part, et une seconde voie faite de progrès démocratique et économique, de prospérité et de stabilité d'autre part. Lake affirmait aussi qu'il n'était nullement question d'un conflit entre civilisations : « *In the Middle East as throughout the world, there is, indeed, a fundamental divide. But the fault line runs not between civilizations or religions ; no, it runs instead between oppression and responsive government, between isolation and openness, and between moderation and extremism, ... Our foe is oppression and extremism, whether in religious or secular guise. We draw the line against those who seek to advance their agenda through terror, intolerance or coercion.* »<sup>17</sup> Une claire volonté d'isoler les extrémistes du reste du monde musulman, tout en

<sup>15</sup> Maria do Ceu Pinto, *Political Islamism and the United States*, op. cit., p. 207.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

<sup>17</sup> Fawaz Gerges, *America and Political Islam : Clash of Cultures or Clash of Interests ?*, op. cit., p. 91.

évitant de donner une image simpliste de cet univers, s'affirmait donc sous l'Administration démocrate.

Les Etats-Unis ayant réalisé qu'en traitant l'islamisme de manière monolithique, ils risquaient de s'aliéner le monde musulman tout entier, le successeur de Djerejian, R.H. Pelletrau va reprendre la thèse défendue par son prédécesseur et par A. Lake, l'accent étant mis sur la différence entre les mouvements extrémistes et la renaissance culturelle de l'islam. « *We have declined* », disait-il, « *to take a sort of overall, broadly limiting and broadly molding approach toward this phenomenon and have looked at it... in each country, in each circumstances where it arises. I think we need to keep... our own minds open about the various forms that political Islam or Islamic militancy can take, whether, in some cases, these movements or parties in given countries define themselves in a way that excludes themselves from broader participation or whether they are willing to participate in a broader constitutional structure or within a broader social compact as they are in some countries.* »<sup>18</sup> La position américaine évoluera encore de façon plus explicite en 1996. Dans son discours au *Council on Foreign Relations* de mai 1996, Pelletrau définit les nuances au sein de l'islamisme. Il déclare ainsi « *Islamists are Muslims who draw upon the belief, symbols, and language of Islam to inspire, shape, and animate political activity. We do not automatically seek to exclude moderate, tolerant, peaceful Islamists who seek to apply their religious values to domestic political problems and foreign policy. We, do however, object strongly to Islamists who preach intolerance and espouse violence in the domestic and international arenas. Extremist in the Middle East as elsewhere can be secular as well as religious.* »<sup>19</sup> Selon Pelletrau un dialogue est exclu si le mouvement commet des actes terroristes. Dans les autres cas, cela dépend des conditions locales, de l'histoire du mouvement et de la manière dont les intérêts américains seraient affectés.<sup>20</sup> Cette politique permet une marche de manœuvre assez large dans la défense des intérêts américains dans différentes régions. Ainsi, s'explique probablement la politique ambiguë menée à l'époque par l'Administration Clinton envers les Taliban. W.B.Quandt ne rappellera-t-il pas à ce propos : « *Policymakers must balance the often competing goals of long-term democratic development, on the one hand, and short-term regional interests, on the other.* »<sup>21</sup>

Martin S. Indyck, le successeur de Pelletrau ne semble pas s'être penché sur le sujet ; un de ses assistants, Ronald Neuman, aborde en revanche, en juin 1998, une question intéressante au sujet des relations entre l'islam et l'Occident. « *Let me be clear* », disait-il, « *and emphatic : the United States of America does*

<sup>18</sup> Maria do Ceu Pinto, *Political Islamism and the United States*, op. cit., p. 209.

<sup>19</sup> Robert Satloff, *U.S. Policy Toward Islamism : A Theoretical and Operational Overview*, Council on Foreign Relations, Council on Foreign Relations Publications, New York, 2000.

<sup>20</sup> « *Our starting point in the decision of whether to have a dialogue with a group is our total opposition to terrorism and those who practice it. Beyond that, it is ad hoc. We examine local conditions, the history of the particular group or movement, and, most importantly, how specific U.S. policy interests would be affected.* » ( Robert Satloff, *U.S. Policy Toward Islamism : A Theoretical and Operational Overview*, Council on Foreign Relations, Council on Foreign Relations Publications, New York, 2000.)

<sup>21</sup> Scott W. Hibbard, David Little, *Islamic Activism and U.S. Foreign Policy*, Washington, United States Institute of Peace Press, Washington, 1997, p. viii.

*not and should not have a political policy toward Islam (...) the United States does have policies towards states, against terrorism and violence and in support of democracy* ». Cette position sera réaffirmée en septembre 1999 en les termes que voici « *Let me begin with a pair of broad generalizations and work from there. First. U.S. policy, in the Near East and elsewhere, is based on national interests, not religions. Second, the United States does not have a policy toward islam and should not have such a policy. In our decision-making... religion is not a factor. Rather our calculations take into account what we can do to further peace, stability and prosperity, both for Americans and our allies in the region.* »<sup>22</sup> Enfin, comme le remarquait le président Clinton lors d'une visite en Jordanie, « *The conflict that grips the Middle East today, has nothing to do with Islam but is more about the forces of terror and extremism, who cloak themselves in the rhetoric of religion and their faith and mock their patriotism.* »<sup>23 24</sup>

En somme, comparée à l'Administration Bush, l'Administration Clinton va plus loin dans sa volonté de construire une relation cordiale avec le monde musulman, rejetant ainsi la thèse de la menace verte dans l'esprit, elle, du choc des civilisations. La volonté se manifeste, en outre de définir la politique américaine non plus envers l'islam, mais pays par pays, mouvement par mouvement.<sup>25</sup> Enfin, la position de l'Administration Bush Jr s'inscrit dans la continuité de celle de l'Administration Clinton<sup>26</sup>, à savoir une différenciation entre l'islam, l'islamisme modéré et l'islamisme radical. Seul ce dernier est l'objet de toute la hargne américaine, en particulier quand il remet en question les intérêts américains. Il n'est dès lors pas question de péril vert ou de choc des civilisations, mais bien de *Realpolitik* dans un contexte de post-guerre froide.

Concluons. La politique américaine vis-à-vis de l'islamisme a fluctué, passant successivement d'un soutien à un jugement plus nuancé, différenciant les mouvements violents de ceux, plus modérés, qui acceptent le dialogue. Il est clair que ce sont des enjeux politiques et de sécurité qui déterminent la

<sup>22</sup> Robert Satloff, *U.S. Policy Toward Islamism : A Theoretical and Operational Overview*, Council on Foreign Relations, New York, Council on Foreign Relations Publications, 2000, p. 8.

<sup>23</sup> Fawaz Gerges, *America and Political Islam : Clash of Cultures or Clash of Interests ?*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>24</sup> Dans le même sens, les propos de Timothy Wirth, conseiller au département d'Etat, durant une audience à la Chambre en 1993 : « *the misuse of Islamic political rhetoric by these groups should not cause us to confuse in our minds terrorism and Islam. Our problem is not, of course, with Islam or with the people who practice that religion. It is, instead, with the use of violence and terrorism by any person, regardless of religion, national origin or ethnicity.* »

<sup>25</sup> Comme le remarque R. Satloff : « *In retrospect to have ever suggested that the United States should have a policy toward Islamism, was an error.* » (Robert Satloff, *U.S. Policy Toward Islamism: A Theoretical and Operational Overview*, Council on Foreign Relations, New York, Council on Foreign Relations Publications, 2000, pp. 8-9) Les Etats-Unis ont-ils une politique à l'égard du Judaïsme, du Christianisme, etc.? La réponse est clairement non. Aussi, les Etats-Unis doivent-ils avoir une politique à l'égard des Etats, des mouvements, etc., mais pas à l'égard des religions. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

<sup>26</sup> Ex : *Towards Greater Democracy in the Muslim World*, Ambassador Richard N. Haass, Director, Policy Planning Staff, U.S. Department of State to the Council on Foreign Relations, Washington, D.C., December 4, 2002.

préoccupation américaine à l'égard du monde musulman et non pas le « choc des civilisations ». Aussi, les Etats-Unis ne voient-ils pas l'islam comme une idéologie anti-occidentale. La guerre froide n'a pas été remplacée par une nouvelle compétition entre l'Occident et l'islam. Nous rejoignons sur ce point Fawaz Gerges, pour qui « *la large place accordée dans les médias occidentaux à la théorie du choc des civilisations a convaincu beaucoup d'Arabes et de musulmans que cette thèse superficielle autant que dangereuse reflétait bien l'opinion de ceux qui sont au pouvoir, alors qu'il n'en est rien.* »<sup>27</sup> A preuve, si besoin en est, la collaboration au cours de la dernière décennie entre les Etats-Unis et de nombreux pays musulmans (Koweït, Bosnie, Afghanistan), pour ne pas rappeler la présence de la Turquie (musulmane et laïque) au sein de l'OTAN et le soutien que lui apporte Washington pour entrer dans l'Union européenne.

Toute la politique américaine dans la région se résume également à la recherche d'un équilibre entre les intérêts aspirationnels ou à long terme (réformes démocratiques, stabilité, libre-échange) et les intérêts opérationnels ou à court et moyen terme (intérêts économiques et stratégiques). Or, cette tension n'est nulle part plus alambiquée qu'au Moyen-Orient. Cela étant dit, si les Etats-Unis ne sont pas à même de régler les problèmes internes du monde musulman, ils sont au moins en position de pouvoir affaiblir les islamistes radicaux là où ils détiennent le pouvoir, de décourager leur expansion et d'apporter leur soutien aux éléments modérés.

---

<sup>27</sup> Interview réalisée par R. Mulholland, « Fawaz Gerges ; les Américains et l'Islam », *Arabies*, décembre, 1999, pp. 56-57.